SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 NOVEMBRE 2016
A 18 H 00

L'an deux mil seize, le 24 novembre, les membres du conseil municipal ont été convoqués par Madame le Maire, conformément à l'article L2121.10 du code Général des Collectivités Territoriales, pour délibérer sur les affaires ci-après :

ORDRE DU JOUR :

Pour information :

Décision prise par le maire dans le cadre des délégations reçues du conseil municipal (Art. L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Délibérations:

Décision modificative n° 1 : virement pour le budget principal

Décision modificative n° 2 : augmentation pour le budget annexe

Adhésion à la charte zéro pesticide

Devis de l'étude paysagère des abords du logement et du multiple

Devis élagage route de Belle Oreille

Dépenses imputables au compte 6232 (fêtes et cérémonies)

QUESTIONS DIVERSES.

L'an deux mille seize, le 24 novembre à dix-huit heures, les membres du conseil municipal de la commune de SAINT AVIT DE VIALARD, se sont réunis en session ordinaire, au nombre de 10 à la Mairie, en vertu de l'article L 2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la convocation en date du 17 novembre 2016, sous la présidence de Madame Evelyne GOMEZ, maire.

PRESENTS : GOMEZ Evelyne - - BOUYSSAVIE Jean Claude - VINCENT Bernard - DUBOS Jean Claude - MARTEAU Yann - GENSOU Stéphane - GONTHIER Didier Mesdames : MARTINEZ Florence - CAFFY Valérie - VRIELYNCK Anne.

ABSENT EXCUSE : DUBOS Jean-Paul.

RAJOUT A L'ORDRE DU JOUR :

- Adhésion de la commune au Service Energies du SDE 24 et signature de la convention de partenariat entre la CCVH et le SDE 24 sur le paquet Energie.
- SDE 24 – Demande de Tarif jaune pour l'alimentation en électricité du multiple rural
- Approbation des nouveaux statuts de la CCVH

Le conseil municipal, accepte à l'unanimité l'ajout de ces délibérations à l'ordre du jour.

Le quorum étant atteint, madame le maire déclare la séance ouverte à 18 h 00.

Elle invite l'assemblée à désigner un secrétaire de séance, Madame MARTINEZ Florence a été désignée à l'unanimité en qualité de secrétaire par le conseil municipal (Art. L.2121-15 du CGCT).

APPROBATION DU PROCES DE LA SEANCE PRECEDENTE

Avant de commencer l'ordre du jour, Madame le Maire soumet au conseil municipal le compte rendu de la séance du 6 octobre 2016, aucune observation n'étant soulevée, le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

POUR INFORMATION

Madame le Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre des délégations reçues du conseil municipal (art. L2111.22 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Montant de la redevance d'occupation du domaine public par les opérateurs de télécommunications.

N°07D01/2016**DECISION MODIFICATIVE N° 1 : Virement de crédits pour le budget principal**

Le conseil municipal sur proposition du Maire, considérant que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2016 sont insuffisants décide de modifier l'inscription comme suit :

Intitulés des comptes	Diminution de crédits		Augmentation de crédits	
Autres fournitures non stockées	60628	2 000.00		
Fournitures de voirie	60633	900.00		
Bâtiments publics	615221	5 000.00		
Voiries			615231	9 900.00
Autres biens mobiliers	61558	1 000.00		
Annonces et insertions	6231	1 000.00		
DEPENSES FONCTIONNEMENT		9 900.00		9 900.00
OP OPERAT° EQUIPEMENT NON INDIVIDUEL		51 500.00		51 500.00
Concession et droits similaires			2051	15 000.00
Immeubles de rapport			2132	25 500.00
Réseaux de voirie	2151	21 000.00		
Autre et outillage de voirie			21578	11 000.00
Immo.corpor.en cours Instal, matériel,outil	2315	30 500.00		
RECETTES D'INVESTISSEMENT		51 500.00		51 500.00

Le conseil municipal approuve la décision modificative indiquée ci-dessus.

N°07D02/2016**DECISION MODIFICATIVE N° 2 : augmentation pour le budget annexe**

Le conseil municipal sur proposition du Maire, considérant que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2016 sont insuffisants décide de modifier l'inscription comme suit :

Intitulés des comptes	DEPENSES		RECETTES	
Services bancaires et assimilés	627	40.00		
Produits divers de gestion courante			758	40.00
TOTAUX EGAUX FONCTIONNEMENT		40.00		40.00

Le conseil municipal approuve la décision modificative indiquée ci-dessus.

N°07D03/2016

ADHESION A LA CHARTE 0 PESTICIDE initiée par le conseil Départemental de la Dordogne et sollicitation d'aide financière auprès de l'Agence de l'eau Adour Garonne pour supprimer l'usage des pesticides dans la commune.

Madame le Maire présente au Conseil Municipal la « Charte 0 pesticide ».

- Les démarches engagées au niveau européen pour diminuer la présence et l'utilisation des produits chimiques, notamment des pesticides, et au niveau national à travers le Grenelle de l'Environnement et le plan Ecophyto 2018, interpellent chaque collectivité dans sa gestion des espaces verts.

- La charte « 0 pesticide » propose une démarche d'excellence environnementale pour concevoir et entretenir les espaces publics en supprimant les pesticides.

- Les objectifs visés concernent la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien et des habitants fréquentant ces espaces publics, des ressources naturelles et de la biodiversité (faune et flore).

· L'engagement de la commune dans cette démarche de progrès conduira à mener des actions de formation, d'information de la population, d'études sur les milieux naturels de la commune et à l'élaboration d'un plan et de méthodes d'entretien sans pesticides. Après délibération, le Conseil Municipal décide de s'engager en faveur de la suppression des pesticides sur la commune, adopte le règlement et sollicite l'adhésion de la commune à la Charte « 0 pesticide ».

Il décide également de solliciter une aide financière auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour supprimer l'usage des pesticides dans la commune.

N°07D04/2016

DEVIS DE L'ETUDE PAYSAGERE DES ABORDS DU LOGEMENT ET DU MULTIPLE RURAL

Madame le Maire a consulté la SARL PAYSAGE CONCEPTION à Bergerac pour une étude paysagère des abords du logement et du multiple rural.

Elle présente au CM les devis en date du 3 novembre 2016, établis par cet architecte paysagiste :

- 1 - Aménagement des abords du logement locatif d'un montant de 1400 € H.T. soit 1680 € TTC
- 2 - Aménagement de l'entrée du multiple rural d'un montant de 500 € H.T. soit 600 € TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal accepte, à l'unanimité, les 2 devis présentés.

N°07D05/2016

DEVIS ELAGAGE route de « Lavalade » à « Belle Oreille »

Madame le Maire a consulté des entreprises d'élagage qui ont présenté leur devis :

Le GIASC à Mauzac et Grand Castang : Forfait linéaire du lamier à 800 € H.T. + location broyeur à 500 € H.T. la journée.

- montant devis H.T. 1 300 € soit 1 560 € TTC ;

La SARL MAZET et Fils à Monplaisant : Forfait linéaire du lamier à 800 € H.T. soit 960 € TTC, cette entreprise n'a pas de broyeur.

L'entreprise CHROBACK à Siorac a été consultée pour la location du broyeur : 500 € H.T. à la journée, soit 600 € TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité le devis de la SARL MAZET et Fils à Monplaisant et l'entreprise CHROBACK à Siorac.

N°07D06/2016

DEPENSES IMPUTABLES AU COMPTE 6232 (FETES ET CEREMONIES)

Vu l'article D 1617-19 du code général des collectivités territoriales,

Après avoir consulté monsieur le trésorier principal,

Il est désormais demandé aux collectivités territoriales de faire procéder à l'adoption, par le conseil municipal, d'une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « fêtes et cérémonies », conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire,

- d'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que : les décorations de Noël, illuminations de fin d'année, diverses prestations et cocktails servis lors de cérémonies officielles, inaugurations, réunions communales et intercommunales, vernissages, colis de Noël et vœux des aînées, repas pour les vœux du personnel,
- les fleurs, gerbes, gravures, médailles et présents offerts à l'occasion de divers événements et notamment lors des mariages, décès, récompenses sportives, culturelles, militaires ou lors de réceptions officielles ;
- le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats ;

- les feux d'artifice, concerts, manifestations culturelles, locations de matériels (podiums, chapiteaux).
- les frais d'annonces et de publicité ainsi que les parutions liées aux manifestations ;

Entendu le rapport de Monsieur le maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de considérer l'affectation des dépenses reprises ci-dessus au compte 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits repris au budget communal.

N°07D07/2016

Adhésion de la commune au Service Energies du SDE 24 et signature de la convention de partenariat entre la CCVH et le SDE 24 sur le paquet Energie.

Madame le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la proposition d'adhésion au Service Energies du SDE 24. La création de ce service fait suite à l'augmentation des coûts énergétiques des communes et aux nombreuses préoccupations environnementales. Il est destiné à accompagner les communes dans des démarches de maîtrise des consommations énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre.

L'adhésion au service Energies du SDE 24 permettra de connaître la situation énergétique de l'ensemble de notre patrimoine communal (éclairage public, bâtiments communaux et véhicules municipaux). Les consommations de tous les équipements de la collectivité toutes énergies confondues seront recensées afin de les comparer avec des consommations de référence. Ainsi, les installations où des actions prioritaires sont à mettre en œuvre seront ciblées et différentes études énergétiques permettant de réels gisements d'économies d'énergie préconisées.

Conformément à la convention de partenariat établie entre le SDE 24 et la Communauté de Communes de la Vallée de L'Homme, l'adhésion annuelle de notre commune au Service Energies est prise en charge par cette dernière.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- donne un avis favorable pour adhérer au Service Energies du SDE 24
- autorise Madame le Maire à signer toutes les pièces à venir concernant ce dossier.

N°07D08/2016

Approbation des nouveaux statuts de la CCVH – mise en conformité avec la loi NOTRe

Madame Le Maire expose à l'assemblée que lors de la séance du 10 novembre 2016, l'assemblée délibérante de la communauté de communes de la vallée de l'Homme a validé la modification statutaire visant à mettre ses statuts en conformité avec la loi NOTRe.

Elle précise que cette décision est soumise à l'approbation des conseils municipaux des communes membres suivant la majorité qualifiée, conformément au CGCT.

Elle donne lecture des statuts modifiés.

Le conseil municipal après en avoir délibéré :

- Approuve la modification statutaire de la Communauté de Communes Vallée de l'Homme.
- Précise que les statuts modifiés sont annexés à la présente délibération.

N°07D09/2016

Alimentation en électricité du multiple rural - Demande de Tarif jaune.

Alimentation Bâtiment Communal.

Madame le Maire a sollicité de Monsieur le Président du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, la desserte en énergie électrique de l'équipement ci-après désigné :

Cependant, pour être éligible au titre du programme spécifique d'aide, dit « du Syndicat Départemental », la collectivité doit attester du caractère public de l'investissement objet de l'installation à desservir et apporter à ce titre au Syndicat Départemental, les justifications suivantes :

- propriété communale ou intercommunale du terrain d'assiette ou de l'immeuble,
- nature de l'utilisation future de l'équipement,
- maîtrise d'ouvrage de l'opération par la collectivité,
- prise en charge directe du financement de l'opération par la collectivité et plan de financement associé.

L'ensemble de l'opération retenue par le syndicat au programme sera estimé par ce dernier. Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Atteste que l'installation à desservir est la propriété de la collectivité ;
 - Précise que cette installation est destinée au MULTIPLE RURAL
 - Confirme que la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement sera assurée par la collectivité ;
 - Confirme que le financement des travaux d'aménagement sera assuré par la collectivité ;
 - S'engage, dans le cas où l'une ou l'autre des 4 conditions ci-dessus ne serait pas satisfaite, à rembourser au Syndicat Départemental l'intégralité des dépenses qu'il aurait engagées pour la desserte en énergie électrique de l'équipement objet de la demande ;
- Mandate Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès dudit Syndicat et l'autorise à signer à cet effet tous documents utiles.

QUESTIONS DIVERSES

Site internet : Madame le Maire a demandé à Monsieur PIA – concepteur de site internet spécifique aux communes de venir lui présenter le site qu'il a créé.

Les mises à jour, les modifications et le transfert de données sont rapides et faciles pour le secrétariat. Le montant annuel de la maintenance s'élève à 134,08 €. Le transfert des données de l'ancien site au nouveau est offert à la commune.

Achat d'une mini chaine : Madame le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire d'acheter une mini chaine pour assurer le bon déroulement des cérémonies officielles du 8 mai et du 11 novembre.

Gérant du Multiple Rural : plusieurs candidats ont été reçus. Un couple sera reçu à la mairie le 8 décembre 2016 à 14 heures avec le conseil municipal et la CCI pour un premier entretien.

Dossier TEPCV

Le dossier de subvention pour les 5 logements sociaux et en cours d'instruction. Compte tenu du nombre de dossiers présentés et du montant des travaux, le pourcentage du montant de la subvention n'est pas encore défini.

Le dossier présenté par la commune n'est pas encore validé par le ministère.

Départ locataire logement D

Les locataires du logement D ont envoyé un courrier pour informer madame le maire de leur départ fin février 2017.

Achat d'un défibrillateur.

Suite à l'action organisée le 15 novembre 2016 par les pompiers « adoptons les comportements qui sauvent », plusieurs personnes ont fait le souhait d'obtenir un défibrillateur sur la commune. Madame le maire explique que la CCVH a la possibilité de faire des commandes groupées pour cet appareil, les communes intéressées bénéficieraient d'un meilleur tarif.

Le Conseil municipal donne son accord pour faire une commande groupée à la CCVH.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 30.

Le maire,
Evelyne GOMEZ

Le secrétaire,
Florence MARTINEZ

Le conseil Municipal